

**RAPPORT N° 2022/3-13
au Bureau de la Communauté
en séance du jeudi 30 juin 2022**

OBJET

ASSAINISSEMENT DES EAUX USEES – OPTIMISATION DU POSTE DE REFOULEMENT DE LA JAMAÏQUE (COMMUNE DE SAINT-DENIS) – AUTORISATION DONNEE AU PRESIDENT DE SIGNER L'AVENANT N° 1 AU MARCHE DE TRAVAUX POUR LE LOT N° 1

I. HISTORIQUE :

Suite à la décision du Bureau communautaire en date du 27 mai 2021, des marchés de travaux ont été conclus avec les entreprises et pour les montants suivants pour la réalisation des travaux d'optimisation du poste de refoulement de la Jamaïque sur la commune de Saint-Denis :

- Lot 1 – piège à cailloux : Entreprise HYDROTECH pour un montant de 718 107,95 € HT ;
- Lot 2 – travaux d'optimisation du poste de refoulement : Entreprise SOGEA SETB-ACTINIUM pour un montant de 532 302,96 € HT

Pour rappel, la consultation a été lancée selon la procédure adaptée (MAPA) conformément à l'article R. 2123-1 du code de la commande publique et le marché a été notifié aux entreprises le 21 juin 2021 pour un délai global d'exécution des travaux fixé globalement à 8 mois hors congés légaux du BTP).

En cours de chantier, des modifications et **des adaptations affectant le lot n° 1** ont été rendus nécessaires pour parvenir à l'achèvement des ouvrages concernés.

Ces prestations supplémentaires entraînent des prix nouveaux. Les explications pour chaque prix nouveau sont données ci-après :

PN1 – Modification de l'implantation de la piste d'accès :

L'accès au chantier a été modifié à la suite des conclusions de la mission géotechnique G3 réalisée par l'entreprise. La circulation des engins de fort tonnage sur la piste prévue entraînait des confortements de talus prohibitifs pour le marché. L'accès au chantier a été effectué par l'espace boisé situé à proximité.

Pour les besoins de l'implantation, et sachant que les plans de récolement existants ne couvraient pas cette zone, un levé topographique, non prévue au marché, a donc été réalisé par l'entreprise, sur cette emprise. Ce prix nouveau permet de rémunérer l'entreprise pour ce relevé complémentaire et l'étude d'une nouvelle piste d'accès.

PN2 – Dévoiement de réseaux non référencés par les exploitants :

Cette prestation prend en compte les réseaux inconnus et non référencés, découverts sur la zone de fouille ainsi que les démarches auprès des concessionnaires. Il s'agit en particulier d'un réseau d'aération du site d'exploitation en fonctionnement, mais non répertorié, le réseau Orange, ainsi que des réseaux électriques et d'eau potable.

PN3 – Immobilisation liés à la découverte de matériaux en amiante :

Le prix élaboré ici permet de rémunérer l'entreprise quant à la l'immobilisation d'une partie de ses moyens humains et matériels pendant le déroulement de ces étapes.

PN4 – Travaux de désamiantage :

Le prix correspond aux travaux de désamiantage (cf. PN3).

III. INCIDENCE FINANCIERE

⇒ Montant initial des travaux en € HT :	718 107,95 €
⇒ Montant du marché révisé en € HT (valeur au mois de mars 2022) :	827 260.36 €
⇒ Montant en € HT après passation de l'avenant n° 1 :	+ 106 280,00 €
⇒ % d'écart introduit par l'avenant :	+ 12.87 %
⇒ Nouveau montant marché révisé en € HT des travaux après passation de l'avenant n° 1 :	933 540.36 €
⇒ TVA : 8,5 % :	79 350.29 €
⇒ NOUVEAU MONTANT en € TTC des travaux.....	<u>1 012 891.29 €</u>

En résumé, ces adaptations font passer le montant révisé du marché de travaux de 827 260.36 € HT à 933 540.36 € HT (soit + 106 280,00 € HT), soit + 12.85 % comme détaillé ci-dessus.

Le délai d'exécution des travaux de 6 mois a démarré le 21 septembre 2021, et s'est arrêté le 17 janvier 2022, en raison de la découverte de vestiges non référencés sur lesquelles portaient des suspicions d'amiante et de plomb. Le diagnostic réalisé sur les matériaux découverts a fait état de présence d'amiante, et des travaux pour l'enlèvement de ces matériaux amiantés ont été réalisés hors délai d'exécution du marché. En prenant en compte le temps nécessaire pour la réalisation des prestations supplémentaires qui font l'objet des prix nouveaux indiqués ci-dessus, un **délai d'exécution de 4 mois** sera encore nécessaire pour la réalisation de l'ensemble des prestations du marché à compter de la reprise des travaux.

Les dépenses correspondantes sont imputées sur le budget annexe assainissement - section investissement – chapitre 23.

Par conséquent, je vous demande de bien vouloir :

- Approuver l'avenant n° 1 au marché de travaux passé avec l'entreprise HYDROTECH pour le lot n° 1 – piège à cailloux - d'optimisation du poste de refoulement de la Jamaïque (commune de Saint-Denis) pour un montant supplémentaire de 106 281,00 € HT (représentant + 12.85 % du montant révisé du marché.
- Autoriser le Président à signer cet avenant faisant passer le montant révisé du marché de travaux pour le lot n° 1 de 827 260.36 € HT (montant actualisé au mois de mars 2022) à 933 540.36 € HT.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

**Le Président,
Maurice GIRONCEL**



PN5 – Etude géotechnique G3 :

Afin de simplifier la procédure de raccordement et d'éviter des interfaces avec les réseaux existants non référencés et donc imprévus, l'implantation de l'ouvrage de piège à cailloux a été décalé vers le nord, s'éloignant d'un regard existant mais se rapprochant des bureaux de l'exploitant. Une étude géotechnique complémentaire était nécessaire pour trancher sur la faisabilité du décalage de l'ouvrage. Cette contrainte étant absente de l'étude géotechnique initiale, un complément à la G3 a été réalisé afin d'observer l'impact sur les locaux de l'exploitant, situé à quelques mètres de la tête de talus, et d'étudier la stabilité de la fouille. Une étude de dimensionnement du confortement du talus a été réalisée et a nécessité la pose et l'arrache de 2 clous Gewi.

Conformité par rapport à l'article R2194-2 R2194-5 du code de la commande publique :

- Suivant les explications détaillées ci-dessus, ces travaux supplémentaires ne figuraient donc pas dans le marché initial et sont devenus nécessaires.
- S'agissant de la réalisation d'un ouvrage unique en un point géographique unique un changement de titulaire est impossible pour des raisons économiques et techniques, ceci même en tenant compte notamment des exigences d'interchangeabilité ou d'interopérabilité avec les équipements ou installations existants achetés dans le cadre du marché initial.
- Ces modifications sont rendues nécessaires par des circonstances que ni la maîtrise d'œuvre de l'opération, ni la CINOR ne pouvait pas prévoir.

Conformité par rapport à l'article R2194-7 du code de la commande publique :

Les modifications prévues sont ainsi non substantielles.

1° Ces modifications introduites pour la gestion de contrainte supplémentaire, n'auraient pas attiré davantage d'opérateurs économiques ou permis l'admission d'autres opérateurs économiques ou permis le choix d'une offre autre que celle retenue ;

2° Ne modifie pas l'équilibre économique du marché en faveur du titulaire d'une manière qui n'était pas prévue dans le marché initial ;

3° Ne modifie pas considérablement l'objet du marché qui reste la réalisation d'un piège à cailloux.

Conformité par rapport à l'article R2194-8 du code de la commande publique :

Le marché peut être modifié lorsque le montant de la modification est inférieur aux seuils européens qui figurent dans l'avis annexé au présent code et à 15 % du montant du marché initial pour les marchés de travaux, sans qu'il soit nécessaire de vérifier si les conditions prévues à l'article R. 2194-7 sont remplies.

Les dispositions de l'article R. 2194-4 sont applicables au cas de modification prévue au présent article, à savoir : pour le calcul du montant de la modification mentionnée à l'article R. 2194-2, l'acheteur tient compte de la mise en œuvre de la clause de variation des prix.

Selon une fiche ministérielle dédiée aux modalités de modification des contrats en cours d'exécution, « pour le calcul de ce montant, l'acheteur tient compte de la mise en œuvre de la clause de variation des prix. Ainsi, lorsque l'application de la clause de variation des prix a augmenté le montant du marché initial de 4%, la valeur de la modification est calculée à partir du prix initial augmenté de 4% (point 1.2 de la fiche ministérielle)

II. OBJET ET JUSTIFICATIONS DE L'AVENANT

Les modifications et adaptations ci-dessus intervenues en cours de chantier ont impliqué la création de prix nouveaux et la prolongation du délai d'exécution du marché.

Ces modifications portent sur les éléments suivants :

N° Prix	Désignation	U	Qtés	PU [€ HT]	TOTAL [€ HT]
PN1	Modification de l'implantation de la piste d'accès	u	1.00	1 200.00 €	1 200.00 €
PN2	Dévoilement de réseaux non référencés par les exploitants	u	1.00	30 855.00 €	30 855.00 €
PN3	Immobilisation amiante '16/12/ --> 29/04)	u	1.00	43 336.00 €	43 336.00 €
PN4	Travaux de désamiantage	u	1.00	19 345.00 €	19 345.00 €
PN5	Etude G3 pour la surcharge, forage, clous, rapport	u	1.00	11 544.00 €	11 544.00 €

TOTAL DES PRIX NOUVEAUX

106 280.00 €

**DECISION N° 2022/3-13
du bureau de la Communauté
en séance du 30 juin 2022**

OBJET

ASSAINISSEMENT DES EAUX USEES – OPTIMISATION DU POSTE DE REFOULEMENT DE LA JAMAIQUE (COMMUNE DE SAINT-DENIS) – AUTORISATION DONNEE AU PRESIDENT DE SIGNER L'AVENANT N° 1 AU MARCHE DE TRAVAUX POUR LE LOT N° 1

LE BUREAU DE LA COMMUNAUTE

Vu les dispositions du CGCT ;

Considérant que l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, permet à l'organe délibérant de tout EPCI d'accorder des délégations d'attributions au Bureau Communautaire ;

Considérant que dans son avis rendu le 17 décembre 2003, le Conseil d'Etat a jugé que (..) « L'article L5211-10 autorise, l'organe délibérant à déléguer librement ses attributions, au Bureau, dans toutes les matières autres que les sept qui y sont énumérées par le présent article » (Conseil d'Etat, avis, 17 déc. 2003/ n° 258.616, Préfet du Nord) ;

Considérant que le 10 juillet 2020, affaire n° 2020/1-07 le Conseil Communautaire a délégué au Bureau les compétences suivantes :

1. Pour les actes visant la gestion du personnel et la gestion de la rémunération des délégués communautaires ;
2. Pour attribuer ou résilier les marchés publics et accord-cadre de travaux, fournitures et services y compris maîtrise d'œuvre qui sont supérieurs au seuil des procédures formalisées défini par décret et pour les marchés et accords-cadres de travaux passés après procédure adaptée excédant 1 000 000 d'euros HT (y compris pour une opération de travaux, tous les lots afférents à cette opération passés en procédure adaptée sur la base des dispositions de l'article 27-III du CMP), ainsi que toutes décisions concernant leurs avenants.
3. Pour prendre toutes décisions concernant les remises éventuelles de pénalités contractuelles (partielles ou totales), liés aux marchés et accords-cadres pour tout type de procédure formalisée ou non ;
4. Pour les plans de financement et des demandes de subventions liés aux dossiers relatifs aux différents marchés susvisés ;
5. Pour les conventions de mandat de maîtrise d'ouvrage, les conventions Publiques d'Aménagement et les concessions d'aménagement ;
6. Pour les conventions avec EDF/GDF, France télécom, CISE, VEOLIA EAU ;
7. Pour les conventions pour les déplacements de réseau et plus généralement toutes les conventions d'occupation du domaine public ;
8. Pour le déclassement du domaine public intercommunal concernant les matériels et mobiliers ;
9. Pour les conventions de toutes natures en relation avec le fonctionnement de la CINOR ;

Considérant par ailleurs que les affaires déléguées par le Conseil Communautaire ne figurent pas parmi les exceptions visées par les sept items de l'article L 5211-10 du CGCT ;

Considérant enfin que le Bureau Communautaire est devenu depuis 2001 du fait des délégations attribuées par le Conseil Communautaire, l'organe délibérant pour les affaires déléguées ;

Vu l'avis des Commissions

Sur le RAPPORT n° 2022/3-13 du Président

**APRES EN AVOIR DELIBERE
DECIDE**

ARTICLE 1

D'approuver l'avenant n° 1 au marché de travaux passé avec l'entreprise HYDROTECH pour le lot n° 1 – piège à cailloux - d'optimisation du poste de refoulement de la Jamaïque (commune de Saint-Denis) pour un montant supplémentaire de 106 281,00 € HT (représentant + 12.85 % du montant révisé du marché.

ARTICLE 2

D'autoriser le Président à signer cet avenant faisant passer le montant révisé du marché de travaux pour le lot n° 1 de 827 260.36 € HT (montant actualisé au mois de mars 2022) à 933 540.36 € HT.

Nombre de votants : 12 Suffrages exprimés : 12 Vote pour : 12 Vote contre : 00 Abstention : 00
--

Pour extrait certifié conforme

Fait à Sainte-Clotilde 08 JUL 2022

Le Président,
Maurice GIRONCEL

